



FRANCE

Le niveau en licence, un débat sensible

Alors que les universités dévoilent leurs « attendus », des enseignants alertent sur les lacunes des étudiants

ENQUÊTE

Je viens de corriger des copies de deuxième année d'histoire et lettres, je n'ai jamais vu ça. JAMAIS.» Lâchée sur Twitter le 12 janvier, l'exaspération de cet enseignant-chercheur d'une université francilienne n'est pas passée inaperçue. « *Un anglais apocalyptique et un français nunuche niveau CE1. J'aimerais exagérer, vraiment. Que de lâchetés et de petites démissions de l'école pour en arriver là* », enchaînait-il.

Plusieurs milliers de reprises, des centaines de commentaires... Il n'en fallait pas plus pour relancer l'inflammable débat sur le niveau des étudiants en licence, alors que les enseignants corrigent les copies des premiers partiels de l'année et que les universités sont en train de dévoiler les « attendus » requis pour entrer en licence, dans le cadre de la nouvelle procédure d'admission sur la plate-forme Parcoursup. Le niveau baisse-t-il à l'université ? Est-ce la faute de l'école ? A-t-on rogné sur les exigences du di-

plôme de licence ? Ces questions, à peine formulées, rouvrent une fois de plus la fracture entre un camp épinglé « réac » et adepte du « *c'était mieux avant* », et les présumés tenants de « *l'angélisme* » qui refuseraient d'ouvrir les yeux sur la réalité.

Dans les diverses copies d'examen que *Le Monde* a pu consulter, c'est avant tout la maîtrise de la langue française qui apparaît déficiente. Florilège extrait de copies de licence d'histoire, de sciences et techniques des activités physiques et sportives (Staps), de sciences de l'éducation ou encore d'administration économique et sociale (AES), de différentes universités et des trois années d'études. « *Dès l'âge de sept ans, les enfants aidés les parents, les petites filles aidées leurs mères* », « *On dis aux appelés* », « *Ou est ce que tu habitait quand la guerre à commencer ?* », « *Ce ne serait qu'effleurer le sujet que de dire que la seconde guerre mondial a été le dernier grand conflit militaire où le nombre de victime civil s'éleva*

au dessus de celui des militaires tombés »... Sur ces copies, les commentaires agacés s'accumulent dans les marges, sans compter les dizaines de fautes d'orthographe entourées en à peine quelques lignes : « *Md* », pour « mal dit », « *fs* » pour « faux sens », ou encore des « *incompréhensible* » et autres « *incohérent* ».

« Obstacle aux exercices »

Jenny Raflik, maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'université de Cergy-Pontoise, résume le sentiment général de ses collègues en ces termes : « *C'est catastrophique car cela constitue un obstacle à tous les exercices, en empêchant ensuite les étudiants d'analyser ou d'argumenter.* » « *Mais je vous le dis tout de suite, la réponse n'est pas la sélection à l'entrée de l'université* », tient à souligner l'universitaire, comme nombre de ses collègues.

Preuve supplémentaire de l'incandescence du sujet, le Tweet irrité de l'enseignant-chercheur en civilisation du monde anglophone et la discussion qui s'est ensuivie ont été supprimés par l'uni-



Le système de compensation des notes permet à des étudiants de passer entre les gouttes

versitaire, à la suite des réserves émises par sa hiérarchie, inquiète des conséquences néfastes pour l'image de son établissement. Il faut dire que le débat prend une résonance toute particulière alors que la question de la sélection à l'université est sur toutes les lèvres, avec la réforme en cours des règles d'admission en licence.

« Les enseignants parlent de leurs difficultés face aux copies parce que c'est une souffrance, s'explique l'enseignant-chercheur, qui préfère rester anonyme. Ce ne sont pas des cas isolés ou des questions de perception, comme on peut l'entendre chez ceux qui évacuent la question d'un revers de main, arguant qu'on ne peut prouver, scientifiquement, que le niveau a baissé. Quand je me retrouve face à des étudiants qui ne savent pas conjuguer le verbe avoir à l'indicatif, je suis désolé, mais il y a un problème. »

Pour Jenny Raflik, la bonne volonté des étudiants n'est souvent pas en cause. « Sans faire de serments ni de promesses vide [sic] de tout sens, je mets tout en œuvre pour éradiquer cette tare qui me pèse », lui écrit tristement cet étudiant de deuxième année de licence auquel elle a reproché son orthographe et sa syntaxe, pour un travail par ailleurs très fouillé.

Du côté des sciences dures aussi, cette question de la maîtrise de la langue n'est pas sans conséquences : « C'est une chose de ne pas savoir résoudre un problème de mathématiques ou de

physique parce qu'on ne maîtrise pas l'outil, ou qu'on ne parvient pas à faire la mise en équation, c'en est une autre de ne pas comprendre la question posée », souligne Guillaume Miquelard-Garnier, maître de conférences qui enseigne la science des matériaux.

Au-delà, certains professeurs regrettent le manque de connaissances. « Entre le lycée et la licence, les programmes vont beaucoup moins loin qu'avant. Résultat, quand nos étudiants arrivent en master, on voit bien qu'il y a des exercices qu'ils ne savent plus faire, des connaissances qu'ils n'ont plus », estime Thierry Astruc, enseignant-chercheur en mathématiques.

Les universitaires qui expriment ce désarroi sont cependant rares à s'avancer sur une « baisse de niveau ». « Il n'est pas question d'adopter les discours déclinistes ambiants et je me garderai bien d'une comparaison dans le temps. Les modalités d'évaluation et le contenu des formations ont évolué », explique ainsi Caroline Muller, qui enseigne l'histoire du

la fin de la licence », s'inquiète néanmoins l'enseignante.

« On n'a pas été formés pour ça » Une manière de soulever une autre question taboue : celle du niveau du fameux diplôme délivré à l'issue des trois premières années d'études universitaires. Avec la massification de l'enseignement supérieur, l'université a-t-elle revu ses exigences à la baisse ? La plupart des universitaires interrogés contestent cette idée, même si certains évoquent des « adaptations ».

Tel l'enseignant d'anglais qui dénonçait sur Twitter le « niveau apocalyptique » des étudiants. Il indique avoir lui-même « capitulé » face à l'impossibilité de faire commenter des images intégralement en anglais, en donnant la moitié des commentaires à rendre en français. De même qu'il a décidé d'ajouter des questions de cours sur des repères chronologiques, afin de « mieux valoriser l'apprentissage, faute de pouvoir obtenir de l'analyse ».

Dans la bouche de ces universitaires revient en tout cas régulièrement le sentiment que les différents dispositifs de compensation entre les notes et les semestres permettent à un certain nombre d'étudiants de passer entre les gouttes. « On voit arriver en troisième année des jeunes qui n'ont quasiment jamais eu la moyenne dans les matières fondamentales mais ont pu équilibrer avec des options sans lien direct avec la licence », résume-t-il.

« Les mailles du filet sont peut-être un peu moins serrées qu'avant pour avoir certains diplômes. Mais il faut rappeler que l'université compte toujours de nombreux bons étudiants. En réalité, derrière ce sentiment d'un problème ou d'une baisse de niveau exprimé par une partie des enseignants, c'est l'arrivée d'un public bien plus hétérogène sur les

« Quand je dois quasiment faire un cours d'alphabétisation, je sens bien que je n'ai pas les outils »

JENNY RAFLIK

maîtresse de conférences

XIX^e siècle en première année d'histoire et les cultures numériques en deuxième et troisième années à l'université de Reims. Mais le niveau est une question qui se pose en permanence. La syntaxe et l'orthographe peuvent être encore complètement défectives à



bancs de l'université qu'il faut voir, souvent dans des conditions d'encadrement des apprentissages indignes, reconnaît le sociologue Mathias Millet, de l'université de Tours. Notamment celui des bacheliers professionnels et technologiques, qui ont toute leur place à l'université, mais qui sont aussi moins armés ou préparés sur le plan académique que les publics "d'héritiers" ou d'anciens sur-sélectionnés scolairement.

Face à ces jeunes, les enseignants-chercheurs bardés de diplômes académiques se sentent bien souvent démunis. « Quand je dois faire quasiment un cours d'alphabétisation pour adulte, je sens bien que je n'ai pas les outils, on n'a

pas été formés pour ça, je suis historienne », confirme Jenny Raflik.

Avec une contradiction du système d'enseignement supérieur français que ne manquent pas de pointer plusieurs universitaires, non sans amertume : ces jeunes qui auraient besoin d'un encadrement très serré se retrouvent sur les bancs d'une université bien moins dotée financièrement que d'autres filières, comme les classes préparatoires, qui apportent, elles, un coaching sur-mesure à des étudiants pourtant bien plus homogènes en matière de niveau et d'origine sociale. ■

CAMILLE STROMBONI

